

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2009)
Heft: 1832

Artikel: De la diversité des menaces et de la cohérence d'une politique : la politique de sécurité fait l'objet d'un débat national... du moins en Suisse alémanique
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1013925>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

De la diversité des menaces et de la cohérence d'une politique

La politique de sécurité fait l'objet d'un débat national... du moins en Suisse alémanique

Jean-Daniel Delley (19 juillet 2009)

Le matériau est maintenant réuni. Flanké de représentants des administrations fédérale et cantonales, le chef du département fédéral de la défense (DDPS) a procédé à 45 auditions (partis, groupes d'intérêts, cantons, instituts scientifiques, experts nationaux et étrangers). Et, nouveauté, ces auditions ont été retranscrites sur un site Internet (DP 1820) et le public invité à participer au débat.

Chargé d'exploiter cette plateforme interactive, le Centre d'études sur la politique de sécurité de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (CSS) tire un bilan positif de cette expérience: 8500 visiteurs, 8100 chargements des transcriptions d'auditions et autres documents, 150 participants au débat sur des thèmes particuliers. Le jugement peut paraître optimiste dans un pays où «chaque enfant naît soldat». Mais il faut reconnaître la qualité des interventions, certainement favorisée par l'obligation de

s'enregistrer préalablement et par la présence d'un modérateur chargé de trier les prestations hors sujet ou injurieuses.

Sur le fond, bien malin qui parviendrait à définir une politique cohérente sur la base des prises de position émises lors de ces auditions. Pour ne s'en tenir qu'à celles des partis politiques, force est de constater des désaccords profonds.

Aux extrêmes, l'UDC et les Verts se mettent d'emblée hors-jeu. La première, intellectuellement congelée depuis la guerre froide, campe sur la fiction d'une sécurité assurée de manière autonome par une armée préservée de toute forme de coopération: «*Aux bords du Rhin, guidez-nous au combat...*». Les seconds les rejoignent dans la célébration d'une neutralité mythique qui doit préserver le pays d'une pollution par la violence. Dans la mesure où aucune menace militaire ne pointe à l'horizon européen, l'armée n'a plus de raison

d'être et la contribution helvétique au maintien de la paix ne peut prendre que des formes civiles.

Les démocrates-chrétiens admettent le caractère protéiforme des menaces potentielles tout comme leur imprévisibilité. Ils reconnaissent la nécessité de briser notre isolement en développant notre collaboration internationale. Mais, timorés, ils n'envisagent pas d'accroître nos engagements dans les missions de paix au-delà des maigres prestations actuelles.

Radicaux et socialistes optent clairement pour une priorité aux opérations de maintien de la paix. Pour eux, pas de sécurité dans l'isolement; seul un cadre européen convient à cette politique. Une position qu'on peine à reconnaître dans les votes du groupe parlementaire socialiste, trop souvent allié en matière militaire d'une UDC qui campe sur les fortifications du *statu quo*.

La Suisse va-t-elle expulser ses enfants?

L'initiative de l'UDC pour le renvoi et le contre-projet du Conseil fédéral souffrent du même défaut

Alex Dépraz (8 juillet 2009)

Chat échaudé craint l'eau froide. Le constituant a accepté ces dernières années deux

initiatives populaires et populistes de politique criminelle. Après l'internement

à vie des délinquants dangereux et l'imprescriptibilité des